



Tribunal d'instance de
Adresse :

Téléphone :
Télécopie :
Heures d'ouverture au public :

REQUÊTE AU JUGE DES TUTELLES
Demande d'ouverture d'une mesure de protection judiciaire d'un majeur
(articles 425 et suivants du code civil, articles 1217 et suivants du code de procédure civile)

Vous souhaitez obtenir la mise en place d'une mesure de protection judiciaire pour vous-même, votre conjoint, votre partenaire de PACS, votre concubin, un parent, un allié ou une personne avec laquelle vous entretenez des liens étroits et stables.

LE REQUÉRANT

Votre qualité, vous êtes :

- le majeur à protéger
- son conjoint, sous le régime matrimonial de : communauté légale séparation de biens
 communauté universelle résultant
 d'un contrat notarié en date du :
 d'un jugement en date du :
- son concubin son partenaire de PACS
- un parent ou allié, précisez (*exemples : fils, soeur...*) :
- une personne entretenant des liens étroits et stables avec la personne à protéger, précisez (*exemples : ami, voisin...*) :

Votre identité :

- Madame Monsieur
- nom : nom d'usage (*ex : d'époux / d'épouse*) :
- prénoms :
- date et lieu de naissance :
- nationalité :
- profession :
- adresse :
- adresse électronique : @
- numéros de téléphone:

*En cas de pluralité de requérants co-signataires, mentionner leur identité ci-dessous
(et joindre en annexe un courrier reprenant les informations requises pour chacun d'entre eux) :*

LA PERSONNE A PROTÉGER

Madame Monsieur

Nom : nom d'usage (*ex : d'époux / d'épouse*) :

Prénoms :

Date et lieu de naissance :

Nationalité :

Profession :

Situation de famille : célibataire marié(e) en concubinage
 pacsé(e) veuf(ve) divorcé(e) séparé(e)

Adresse (*il s'agit de celle de son lieu de résidence habituelle : domicile, maison de retraite...*) :

Numéros de téléphone:

et (si la personne réside temporairement dans un autre lieu, ex : lieu d'hospitalisation, établissement d'accueil provisoire) établissement, service et adresse de sa résidence provisoire :

Date d'entrée dans cet établissement :

SITUATION PERSONNELLE

Énumérez ci-après l'entourage (famille, amis...) de la personne à protéger. Précisez l'identité, le lien avec la personne à protéger (exemple : mère, fils, frère, cousin, ami...), l'adresse et l'existence de contacts réguliers avec la personne à protéger. Tous les enfants doivent être énumérés ; en cas de décès d'un enfant, indiquer les coordonnées des éventuels petits-enfants.

Nom, prénom, âge	Lien	Adresse	Contact oui/non

Nom et adresse de son médecin traitant :

Nom et adresse de son notaire :

Nom et adresse de son avocat :

SITUATION FINANCIÈRE ET PATRIMONIALE :

IMMEUBLES (*désignation, occupants, possesseur des clés*) :

COMPTES BANCAIRES, LIVRETS ET AUTRES PRODUITS D'EPARGNE

(*désignation, montant ou valeur*):

Existe-t-il des procurations ?

Qui les détient ? Sur quels comptes ?

ASSURANCE-VIE ET AUTRES CONTRATS DE CAPITALISATION

(*désignation, valeur et éventuels bénéficiaires*) :

RESSOURCES MENSUELLES (*nature et montant : salaires, allocations, pension de retraite...*) :

CHARGES MENSUELLES :

***EMPRUNTS OU DETTES :**

Y-a-t-il des actes de disposition du patrimoine (vente immobilière, succession) ou des actions en justice en cours ou à venir ? Si oui, lesquels ?

ÉLÉMENTS DE MOTIVATION DE VOTRE REQUÊTE EN PROTECTION

Vous devez joindre à votre demande, sous peine d'irrecevabilité, un certificat médical circonstancié, en application de l'article 431 du code civil et des articles 1218 et 1219 du code de procédure civile, rédigé par un médecin inscrit sur la liste établie par le procureur de la République, attestant que la personne à protéger se trouve dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération médicalement constatée de ses facultés, soit mentales, soit corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté.

Vous estimez que la personne visée ci-dessus :

a besoin d'une représentation juridique **temporaire** pour l'accomplissement de certains actes déterminés (SAUVEGARDE DE JUSTICE)

sans être hors d'état d'agir elle-même, a besoin d'être **conseillée ou contrôlée** d'une manière continue dans les actes importants de la vie courante (CURATELLE)

est en état de percevoir seul(e) ses revenus et d'assurer le règlement de ses dépenses (curatelle simple)

est dans l'impossibilité de percevoir seul(e) ses revenus et d'assurer le règlement de ses dépenses (curatelle renforcée, article 472 du code civil)

se trouve dans l'impossibilité d'agir personnellement et a besoin d'être **représentée** d'une manière continue dans les actes de la vie courante (TUTELLE)

Vous estimez que la mesure de protection doit porter :

sur la personne (*choix du lieu de vie, relations avec les tiers...*)

sur le patrimoine

sur la personne et sur le patrimoine

Etant rappelé qu'aux termes de l'article 428 du code civil, "*la mesure de protection ne peut être ordonnée par le juge qu'en cas de nécessité et lorsqu'il ne peut être suffisamment pourvu aux intérêts de la personne par l'application des règles du droit commun de la représentation, de celles relatives aux droits et devoirs respectifs des époux et des règles des régimes matrimoniaux, par une autre mesure de protection judiciaire moins contraignante ou par le mandat de protection future conclu par l'intéressé*",

indiquez ci-après (ou sur une feuille séparée) les faits concrets qui justifient, selon vous, l'organisation d'une mesure de protection :

(ex : procuration insuffisante ou retirée, détournements d'argent, victime d'abus de démarcheurs à domicile etc.)

Des **actes urgents** vous paraissent-ils nécessaires pour protéger immédiatement la personne faisant l'objet de la demande (ex : révoquer une procuration utilisée à son détriment, payer des dettes urgentes etc.) ?

oui non

Si oui, lesquels ?

ÉLÉMENTS DE RECUEIL DE LA VOLONTÉ DE LA PERSONNE A PROTÉGER

Avis de la personne à protéger sur la mesure de protection :

La personne à protéger :

- est favorable à la mesure est opposée à la mesure n'a pas d'avis sur la mesure
 n'est pas en état de donner un avis, même non éclairé, sur la mesure
 pourrait exprimer un avis, mais n'est pas informée de votre demande

Existence d'un mandat de protection future :

Un mandat de protection future a-t-il été rédigé par la personne a protéger ? oui non

Ce mandat a-t-il été mis en oeuvre ? oui non

S'il n'a pas été mis en oeuvre, indiquez la raison :

La personne à protéger a-t-elle désigné une ou plusieurs personnes pour la représenter ou l'assister ?

oui non

Si oui :

- de quelle personne s'agit-il ?

Madame Monsieur

nom : nom d'usage (*ex : d'époux / d'épouse*) :

prénoms :

date et lieu de naissance :

nationalité :

lien avec le majeur à protéger :

profession :

adresse :

adresse électronique : @

numéros de téléphone:

- par quel moyen a-t-elle procédé à cette désignation ?

Quelle est la ou les personne(s) que vous estimez la ou les plus compétente(s) pour représenter ou assister la personne à protéger ?

Vous-même

La personne désignée par le majeur à protéger

Une autre personne : Madame Monsieur

nom : nom d'usage (*ex : d'époux / d'épouse*) :

prénoms :

date et lieu de naissance :

nationalité :

lien avec le majeur à protéger :

profession :

adresse :

adresse électronique : @

numéros de téléphone:

Un professionnel habilité (mandataire judiciaire à la protection des majeurs)

J'accepte que les avis utiles à la présente procédure me soient éventuellement adressés par le greffe de la juridiction au moyen d'un courrier électronique à l'adresse suivante : @

Je suis informé que mon consentement peut être révoqué à tout moment (par déclaration orale au greffe de la juridiction saisie ou par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au même service). J'ai bien noté qu'en cas de demande de révocation par lettre recommandée avec accusé de réception, ma révocation prendra effet à compter de la réception du courrier par le greffe. J'ai bien noté que je dois signaler au service saisi de mon affaire tout changement d'adresse de messagerie. J'ai bien noté que je dois signaler au même service toute circonstance ne me permettant pas de consulter ma messagerie électronique de manière durable. Dans ce cas, je sais qu'il m'est recommandé de révoquer mon consentement. (article 748-8 du code de procédure civile)

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e)
certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : le :

Signature :

PIÈCES JOINTES :

- Copie intégrale de l'acte de naissance de la personne à protéger
- Certificat médical d'un médecin inscrit sur la liste du procureur
RAPPEL : en l'absence de certificat médical, la requête en protection du majeur est irrecevable
- Copie intégrale du livret de famille de la personne à protéger
à défaut, quelle raison vous empêche de le produire ? :
- Autre (toutes pièces justifiant de la nécessité de mise sous protection et/ou de l'urgence éventuelle de l'intervention) :

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.